

Le très honorable Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je tiens à rendre compte à la Chambre des efforts que la communauté internationale déploie pour mettre un terme à la violence qui afflige le Cambodge depuis une quinzaine d'années. Le peuple cambodgien a beaucoup souffert de l'invasion de son territoire, de violations inouïes des droits de la personne ainsi que de la guerre civile. Nous voulons que cesse le cycle de la souffrance au Cambodge et nous tenons à ce que le Canada fasse sa part à cet égard.

Il y a des mesures que le Canada peut prendre pour lutter contre la souffrance au Cambodge, et ces mesures peuvent contribuer à l'établissement d'une paix durable.

L'histoire récente du Cambodge est un véritable drame caractérisé par la guerre, l'agitation et la mort. Pendant la guerre du Viêt-nam, environ 600 000 Cambodgiens ont été tués.

À la fin de la guerre, en avril 1975, les Forces khmères rouges ont renversé le gouvernement cambodgien de Lon Nol. Les atrocités qui ont par la suite été perpétrées par le régime de Pol Pot entre 1976 et 1979 ont été condamnées par la Communauté internationale ainsi que par des Canadiens de toutes conditions sociales.

L'expulsion des Khmers rouges par les Vietnamiens en 1979 a résulté en une longue guerre civile opposant trois parties cambodgiennes à un gouvernement mis en place par l'armée vietnamienne. Onze ans plus tard, malgré les démarches diplomatiques, la guerre se poursuit et les Cambodgiens continuent à mourir. Les ressources limitées de l'Indochine sont gaspillées de façon tragique sur le champ de bataille.

En septembre 1989, le Viêt-nam a retiré ses troupes du Cambodge. Depuis, la guerre civile s'est intensifiée. Les lignes de front ont été modifiées, mais, en général, elles sont restées à peu près les mêmes qu'il y a onze ans. Les solutions militaires ont à plusieurs reprises été préférées aux solutions politiques.

Les victimes demeurent les mêmes : le peuple cambodgien et, naturellement, tous les Indochinois qui ont souffert pendant trop longtemps de conflits militaires prolongés.

Depuis le début de la guerre, le Canada a contribué au financement des efforts déployés par les Nations Unies et ses organismes à l'intention des 300 000 Cambodgiens cherchant refuge à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. Nous n'oublions pas les Cambodgiens, et notre aide, notamment une aide alimentaire, s'élèvera à 3 millions de dollars au cours du présent exercice.

Nous reconnaissons également la nécessité d'aider les huit millions de Cambodgiens qui vivent toujours au Cambodge et dont la vie a été perturbée par la guerre. Leurs besoins sont urgents et réels. La réponse à leurs souffrances ne doit pas être indéfiniment liée à l'accomplissement de progrès vers un règlement politique.

C'est pourquoi le gouvernement est maintenant sur le point de rétablir l'admissibilité du Cambodge, du Viêt-nam et du Laos, les trois pays d'Indochine, au Programme canadien d'aide publique au développement.

L'ACDI se penche actuellement sur la nature exacte que prendra cette aide. Dans le cadre de cette démarche, un représentant de notre ambassade à Bangkok est actuellement au Cambodge avec des représentants d'organismes non gouvernementaux canadiens pour trouver le meilleur moyen d'octroyer de nouveau une aide à ce pays.

Au début, les programmes d'aide ne seront pas d'une grande envergure et ils mettront l'accent sur l'aspect humanitaire. À long terme, ils évolueront en fonction des progrès accomplis et des réalités politiques qui régneront dans les régions en cause. Nous ferons en sorte que l'aide canadienne ne contribue pas aux efforts militaires d'un des groupes. Nous ne permettrons pas non plus que cette aide soit utilisée par des groupes ou des gouvernements qui ont par le passé montré un manque flagrant de respect pour les droits fondamentaux de la personne. Nous insisterons par exemple pour qu'aucune aide canadienne ne soit distribuée dans des secteurs contrôlés par les Khmers rouges. Le noeud du conflit cambodgien demeure la participation des Khmers rouges à un règlement. Le régime de la terreur imposé par Pol Pot fut l'un des chapitres les plus sanglants de l'histoire de l'humanité. Sur la question du Cambodge, le Canada a toujours prétendu qu'il fallait à tout jamais empêcher les Khmers rouges de reprendre le pouvoir.

Nous avons demandé aux Chinois, aux Soviétiques et aux autres nations fournissant des armes aux parties en cause dans le conflit cambodgien de mettre un terme à leur aide militaire. Le Cambodge n'a rien à gagner de l'importation d'armes additionnelles. Les Indochinois